

Conseil de Gouvernement du jeudi 25 octobre 2012

Le Conseil de gouvernement adopte le projet de décret d'application de la loi relative à l'agrégation agricole

Ce projet a été approuvé en raison de l'adoption du Plan Maroc vert (PMV) de l'agrégation agricole comme mode d'organisation privilégié pour la mise en place des projets dans le secteur agricole, a déclaré le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue d'une réunion du Conseil de gouvernement.

Et d'ajouter que cette forme d'organisation vise à renforcer les capacités des acteurs concernés en vue d'atténuer les impacts de la problématique foncière liée à la faible taille des exploitations agricoles.

Vu que cette forme d'organisation permet de faciliter l'accès à la technologie et aux moyens de production modernes, ce projet de décret s'inscrit dans le cadre de l'application des articles 4 et 5 de la loi 04-12 relative à l'agrégation agricole, qui stipulent que tout projet d'agrégation agricole doit être approuvé par l'autorité administrative compétente avant sa mise en exécution, a expliqué pour sa part le ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime, Aziz Akhannouch, qui a présenté ce projet.

Ce projet de décret stipule que l'autorité administrative compétente citée dans les articles 4 et 5 de la loi n 04-12 représente l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture, a souligné M. Akhannouch, ajoutant que ce projet prévoit également que les autorités gouvernementales chargées de l'agriculture, de l'intérieur et des finances fixent les formes et les modalités d'approbation des projets d'agrégation agricole.

Le conseil de gouvernement adopte un projet de loi modifiant et complétant le Dahir portant création du RCAR

Le conseil de gouvernement a adopté, jeudi, le projet de loi numéro 91-12 modifiant et complétant le Dahir 1-77-216 portant création du Régime collectif d'allocation de retraite (RCAR) paru le 4 octobre 1977.

A l'issue de la réunion du conseil de gouvernement, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, a indiqué qu'à l'exception de certaines dispositions complétées ou modifiées, le Dahir n'a subi aucune modification depuis 1977, date de sa promulgation, ce qui a empêché le RCAR d'accompagner l'évolution du Maroc au cours des dernières décennies.

Il a affirmé que le ministre de l'économie et des Finances, Nizar Baraka, qui a présenté ce projet, a proposé d'introduire des amendements à certains articles afin de rendre le projet de loi plus adapté au contexte social et économique du Maroc.

M. Baraka a souligné, à cet égard, que les amendements visent à compléter le Dahir en instaurant le montant minimal de pension du RCAR pratiqué par les autres régimes de retraite dont la Caisse marocaine des retraites (CMR) et la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

Dans une déclaration à la presse peu avant la tenue du Conseil de gouvernement, M. Baraka a estimé que le montant minimal de pension, fixé à 1.000 DH pour le RCAR, correspond au montant pratiqué

par les autres régimes de retraite dont la Caisse marocaine des retraites (CMR) et la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), ajoutant que le projet d'amendement prévoit également de plafonner les prélèvements sur les pensions des retraités affiliés au RCAR à 50 pc, l'objectif étant de lutter contre le surendettement aux rangs de cette catégorie sociale.

Le Conseil de gouvernement adopte un projet de décret modifiant le décret fixant les modalités d'application du RCAR (régime général)

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, le projet de décret no 2-12-359 modifiant le décret no 2-77-551 du 4 octobre 1977 fixant les modalités d'application du régime collectif d'allocation de retraite (RCAR) - régime général.

Ce décret s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par le gouvernement pour réformer les régimes de retraite, vu que le RCAR refuse les demandes des adhérents pour corriger les services antérieurs après l'expiration du délai de cinq ans à compter de la date de publication du décret no 2-77-551 au Bulletin officiel, et qui a pris fin en octobre 1998, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement.

Le ministre de l'Economie et des finances, Nizar Baraka, qui a présenté ce projet, a expliqué que ce décret propose d'accorder un nouveau délai aux adhérents pour corriger les services à compter de la date de publication de ce décret au Bulletin officiel, qui va s'étendre sur 10 ans.

S'agissant des demandes de souscription à l'assurance volontaire au RCAR, dont le délai de soumission est fixé par le décret no 2-77-551 à trois mois, M. Baraka a indiqué que le nouveau projet vise à prolonger ce délai à un an.

Le projet d'amendement du Régime collectif d'allocation de retraite vise la revalorisation des pensions (Baraka)

Le projet d'amendement du Régime collectif d'allocation de retraite (RCAR) s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour la revalorisation des pensions versées aux retraités et à leurs familles, a indiqué, jeudi à Rabat, le ministre de l'Economie et des finances, Nizar Baraka.

Dans une déclaration à la presse avant le Conseil du gouvernement, M. Baraka a estimé, à cet égard, que le montant minimal de pension, fixé à 1.000 DH pour le RCAR, correspond au montant pratiqué par les autres régimes de retraite dont la Caisse marocaine des retraites (CMR) et la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS).

Le projet d'amendement prévoit également de plafonner les prélèvements sur les pensions des retraités affiliés au RCAR à 50 pc, l'objectif étant de lutter contre le surendettement aux rangs de cette catégorie sociale, a précisé le ministre.

A l'exception de certaines dispositions complétées ou modifiées, le Dahir portant loi de création du Régime collectif d'allocation de retraite n'a subi aucune modification depuis 1977, date de sa promulgation.